

Résultats de dix années de lutte contre la tuberculose bovine, organisée et subventionnée par le Ministère de l'Agriculture

par F. SENTHILLE

Contrôleur - Général des Services Vétérinaires.

Avant d'examiner les résultats obtenus après dix années de lutte contre la tuberculose bovine en France, il convient de dire que ces résultats sont l'œuvre de la profession vétérinaire dans son ensemble et de rendre hommage à tous ceux qui ont accepté avec confiance et exécuté avec dévouement la tâche qui leur était confiée par le pays. L'essentiel de cette tâche incombait de toute évidence aux fonctionnaires des Services Vétérinaires et aux vétérinaires sanitaires répartis sur la totalité du territoire. Mais il est juste de dire que les vétérinaires inspecteurs des abattoirs ont apporté une contribution inestimable à l'œuvre commune car les innombrables examens qu'ils ont effectués sur les animaux abattus n'ont pas seulement permis l'exécution normale des programmes annuels d'assainissement du cheptel mais ont bien souvent, en apportant la preuve de l'exactitude des réactions constatées sur le vivant, ranimé la confiance des praticiens. Parlant de cette œuvre commune on ne peut omettre de souligner le rôle joué par le corps enseignant des écoles vétérinaires dont les avis ont éclairé l'administration à l'heure où s'élaborait la doctrine et qui, au cours de ces dix dernières années, a suivi attentivement l'évolution des opérations et donné opportunément les plus précieux conseils.

* * *

S'il apparaît inutile de rappeler les bases et les modalités du plan de lutte contre la tuberculose bovine qui ont été exposées à votre compagnie en 1955 par le Pr VUILLAUME (1) et en 1956 par l'auteur de ces lignes (2) à l'occasion des Journées Vétérinaires de Lyon, il

(1) R. VUILLAUME : *Bulletin de l'Académie Vétérinaire de France* 1955, 28, 283.

F. SENTHILLE : *Revue de Médecine Vétérinaire* 1956, 8, 726.

Bull. Acad. Vét. — Tome XXXVII (Mai 1964). — Vigot Frères, Editeurs.

semble nécessaire de dire quelles étaient à cette époque, les craintes de l'administration et les doutes qu'elle éprouvait quant au succès de l'œuvre entreprise.

Ces craintes et ces doutes portaient sur trois points essentiels : 1^o l'accueil qui serait fait par les éleveurs français à des mesures dont on s'efforçait de préciser le caractère facultatif, 2^o la possibilité d'obtenir de l'Etat, des collectivités locales et des organismes professionnels les moyens de financement nécessaires à l'exécution des opérations dans les délais prévus, 3^o la valeur de la méthode mise en application reposant sur la fidélité des réactions à la tuberculine.

Bien que le programme d'éradication de la tuberculose bovine ne connaisse pas encore son complet achèvement on peut d'ores et déjà, examinant les résultats obtenus, dire que ces craintes et ces doutes n'ont pas reçu la sanction de l'expérience.

1^o *Développement de la prophylaxie collective de la tuberculose bovine de 1953 à 1963.*

Entreprise en 1950 dans quelques départements, notamment dans les Côtes-du-Nord et la Vendée, étendue au cours des années suivantes dans la mesure des crédits accordés, la prophylaxie collective de la tuberculose bovine s'appliquait à la fin de 1953 à 45.000 exploitations. Le plan de lutte prenait son véritable essor en 1954 grâce à l'attribution au Service Vétérinaire du Ministère de l'Agriculture d'une part des ressources du fonds d'assainissement du marché de la viande (décrets du 30 septembre et du 23 novembre 1953). La progression du nombre des exploitations prises en charge se fait alors à un rythme rapide (voir graphique) dépassant 500.000 à la fin de 1958 et 1.000.000 à la fin de 1962, pour atteindre 1.159.416 à la fin du dernier exercice budgétaire.

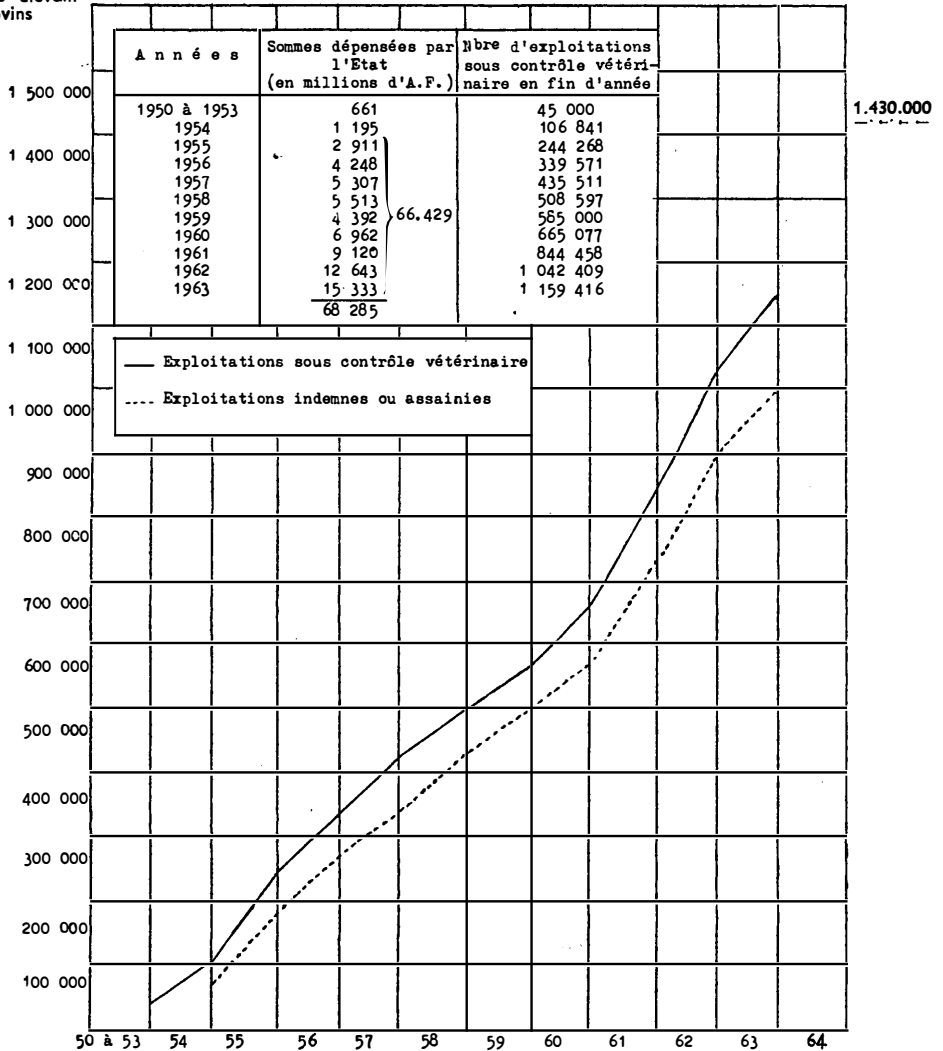
A la fin de l'année 1963, après dix ans d'application du programme de prophylaxie collective de la tuberculose bovine 80 % des exploitations élevant des bovins en France (1.430.000) sont placées sous le contrôle des Services Vétérinaires et déjà 1.010.000 sont déclarées indemnes ou assainies. Les animaux appartenant à ces exploitations représentent 80 % du cheptel français comprenant 13.400.000 sujets indemnes et 100.000 réagissants qui doivent être éliminés.

Ces chiffres sont éloquentes mais plus démonstratif encore est le fait que vaincus par l'exemple, grâce au zèle déployé par les vétérinaires sanitaires, les fonctionnaires des Services Vétérinaires et les dirigeants des groupements de défense sanitaire, les éleveurs

français ont volontairement adhéré en masse aux programmes départementaux d'action sanitaire.

LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE BOVINE EN FRANCE

Exploitations élevant
des bovins







L'enthousiasme manifesté par les milieux agricoles qui n'exclut pas toujours quelque mécontentement individuel, a permis, conformément aux dispositions de l'article 217 du code rural de rendre

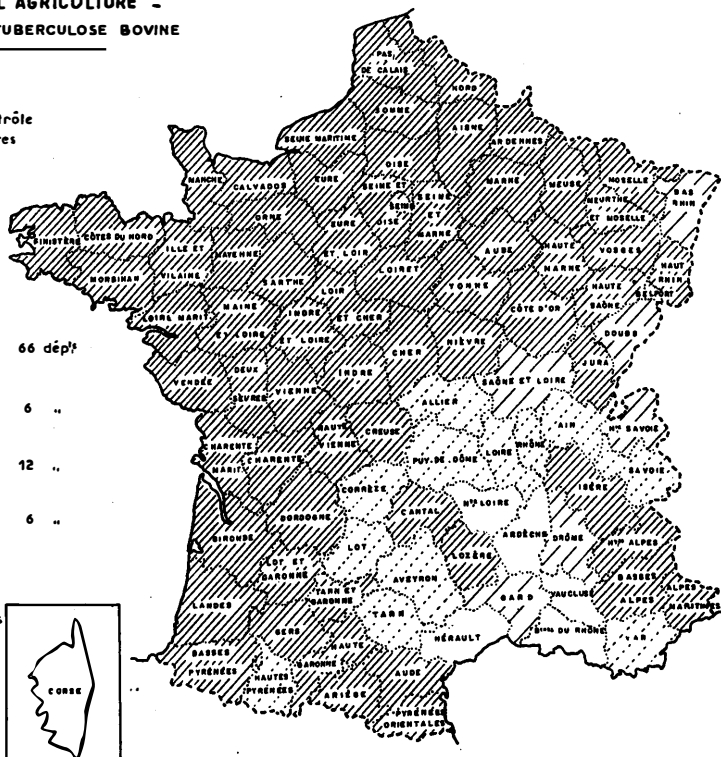
obligatoire l'application des mesures de prophylaxie de la tuberculose bovine dans tous les départements où le nombre des adhérents représente une proportion supérieure à 60 % des exploitants élevant des bovins (ou 60 % du cheptel élevé dans le territoire intéressé). A la fin de 1963, 66 départements sont placés sous le régime de la prophylaxie obligatoire. Six départements bien que ne faisant encore l'objet d'aucune réglementation remplissent l'obligation légale et peuvent d'ores et déjà être soumis au régime de l'obligation. Dans 12 départements, le cheptel placé sous contrôle des Services Vétérinaires représente une proportion comprise entre 30 et 60 % du cheptel total. Seuls six départements, dans lesquels l'élevage bovin n'est pas la principale activité agricole, situés dans le midi méditerranéen (Hérault, Bouches-du-Rhône, Vaucluse) et le Massif Central (Ardèche, Haute-Loire) auxquels s'ajoute la Corse n'ont encore qu'une fraction de leur cheptel inférieure à 30 % soumise à la prophylaxie de la tuberculose bovine (voir carte).

- MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE -
PROPHYLAXIE DE LA TUBERCULOSE BOVINE

% d'animaux sous contrôle
des Services Vétérinaires
au 1^{er} janvier 1964
par département

	Prophylaxie obligatoire	66 dép ^t
	> 60 %	6 "
	30 à 60 %	12 "
	< 30 %	6 "

Au total
13,5 M. d'animaux sous
contrôle sur 16,8 M.
d'animaux prophylactisables
(> 6 mois), soit 80,4 %



2° *Financement des opérations subventionnées de la prophylaxie de la tuberculose bovine de 1953 à 1963.*

Les craintes relatives à la possibilité d'obtenir les moyens de financement nécessaires à l'exécution du plan de lutte contre la tuberculose bovine dont votre compagnie a été informée par la communication précédemment citée, se sont progressivement atténuées d'année en année et l'on doit aujourd'hui souligner à vos yeux que le gouvernement français, conscient de l'immense richesse que représente le cheptel et soucieux de conduire au succès l'œuvre entreprise par le Ministère de l'Agriculture dans l'intérêt de l'hygiène publique et de l'économie nationale, s'est efforcé, au cours des dix dernières années, de donner au Service Vétérinaire des ressources à la mesure de ses besoins.

Aussi voit-on les crédits affectés à la lutte contre la tuberculose bovine qui étaient restés limités à la somme totale de 661 millions (a. f.) pour les quatre premières années, s'élever à 1.195 millions dès l'année 1954 atteindre 5.513 millions en 1958 et respectivement 12.643 et 15.333 millions en 1962 et 1963. A la fin de l'année 1963 le total des crédits utilisés pour l'ensemble des opérations de prophylaxie subventionnées par l'Etat s'élève à 68.285 millions (voir tableau au-dessus du graphique).

Il est bon d'insister ici sur l'effort financiers sans précédent consenti en France pour la défense sanitaire du cheptel. Mais on ne peut omettre de faire apparaître en parallèle que si l'œuvre d'éradication n'avait pas été entreprise, au cours des dix dernières années, les pertes économiques dues à la tuberculose bovine, évaluées à 10 milliards par an, seraient largement supérieures aux sommes qui ont été dépensées.

3° *Valeur de la méthode de lutte contre la tuberculose bovine.*

La valeur de la méthode de lutte contre la tuberculose bovine peut aujourd'hui être appréciée d'après les résultats qu'elle a donnés en France confirmant ceux qui ont été obtenus dans les pays étrangers où elle a été appliquée, notamment aux Etats-Unis et au Danemark.

Le plan d'éradication français, inspiré de la méthode de Bang, est basé essentiellement sur la recherche des sujets infectés par la tuberculination, suivie de l'élimination des réagissants, de la désinfection des locaux, mesures complétées éventuellement par le repeuplement avec des sujets indemnes. La valeur de la méthode peut être appréciée en comparant la proportion de sujets à réaction

positive que l'on trouve dans les exploitations à l'occasion de la première tuberculation et la proportion de réagissants découverts les années suivantes au cours des tuberculinations de contrôle dans les exploitations reconnues indemnes. Il va sans dire que si les chiffres traduisant dans l'un et l'autre cas le pourcentage des réagissants n'étaient que faiblement différents, on pourrait, à juste titre, mettre en doute la valeur de la méthode et conclure que la tuberculation ne permettant pas de déceler avec une exactitude suffisante les sources de l'infection, il est impossible de parvenir à l'éradication de la maladie. C'est fort heureusement à la conclusion opposée que nous conduisent les résultats consignés dans les statistiques du Ministère de l'Agriculture (voir tableau). Ils font apparaître que le pourcentage des réagissants au cours des opérations de dépistage effectuées de 1955 à 1963 se situe autour de 8,5 (minimum 6,8 en 1958 — maximum 9,3 en 1962) alors que les réactions positives observées pendant ces mêmes années dans les exploitations reconnues indemnes se situe autour de 0,75 % (minimum 0,44 en 1955 — maximum 0,83 en 1962). Peut-on plus nettement démontrer la fidélité de la réaction à la tuberculine et l'efficacité de la méthode mise en application qu'en examinant les chiffres de l'année 1963. Dans les 157.000 exploitations inscrites au programme annuel, la première tuberculation de 1.997.000 bovins a révélé 8,7 % de réagissants, alors que les tuberculinations de contrôle effectuées dans 654.000 exploitations indemnes, comprenant 7.800.000 bovins, ont fait apparaître seulement 0,68 % de réagissants.

Pour confirmer l'opinion que la méthode appliquée doit permettre l'élimination prochaine de la maladie, il suffit de noter l'abaissement progressif du pourcentage des réagissants de 1955 à 1963 sur l'ensemble des exploitations placées sous le contrôle des Services Vétérinaires, comprenant à la fois les exploitations indemnes et celles en cours d'assainissement. En 1955, 2.318.000 tuberculinations décelaient 5,3 % de réactions positives ; en 1963, 12.103.000 épreuves font apparaître 2,8 % de réactions positives. On peut donc aujourd'hui, tout en admettant que la réaction à la tuberculine connaît des défaillances, aussi bien pendant la phase pré-allergique du processus tuberculeux que chez les sujets porteurs de lésions avancées devenus anergiques, affirmer que le plan de prophylaxie mis en application depuis dix ans, permettra l'éradication de la tuberculose bovine.

Les statistiques du Service Vétérinaire nous donnent aujourd'hui la possibilité de répondre à une autre critique qui concerne l'absence fréquente de lésions décelables après abattage sur les animaux à réaction positive. En 1963, 395.408 bovins abattus après avoir été

Résultats de la lutte contre la tuberculose bovine

Statistiques du Ministère de l'Agriculture

Nature des opérations	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Nombre d'exploitations (en milliers) prises en charge par les Services Vétérinaires	145	102	141	103	79	93	182	212	157
Pourcentage des exploitations infectées au cours des opérations de dépistage	27,9	24,1	21,4	21,4	22,9	24,1	23,2	26,3	29,4
Pourcentage des réagissants au cours des opérations de <i>dépistage</i>	8,9	7,9	8,6	6,8	7,7	6,8	7,0	9,3	8,7
Nombre d'exploitations (en milliers) reconnues indemnes au 31.12 de l'année	190 (*)	278	358	434	505	581	734	903	1.009
Pourcentage des réagissants au cours des opérations de <i>contrôle</i> des exploitations indemnes	0,44	0,87	0,96	0,69	0,83	0,81	0,83	0,79	0,68
Pourcentage des réagissants sur l'ensemble des effectifs (exploitations indemnes + exploitations infectées)	5,3	3,5	4,1	2,9	2,6	2,6	2,9	3,4	2,8
Nombre (en milliers) de tuberculinations effectuées au cours de l'année	2.318	2.723	3.807	3.940	4.831	5.883	7.993	9.998	12.103
(*) Ce chiffre comprend le total des exploitations reconnues indemnes au cours des années 1953, 1954 et 1955.									

marqués, comme réagissant à la tuberculine, ont fait l'objet d'un procès-verbal d'abattage. Sur ce nombre : 18.567 soit 4,6 % ont fait l'objet d'une saisie totale, 20.401, soit 5,1 %, ont motivé une saisie partielle de viande, 290.866, soit 73 %, ont donné lieu à des saisies de viscères, 65.574, soit 16,5 %, n'ont motivé aucune saisie.

L'examen de ces chiffres réduit à néant les doléances exprimées pendant les premières années d'application du plan de lutte au sujet des « abattages abusifs ».

En conclusion, après dix ans d'application les résultats de la lutte contre la tuberculose bovine, organisée et subventionnée par le Ministère de l'Agriculture, permettent d'espérer que l'on parviendra prochainement à atteindre l'objectif fixé : l'éradication de la maladie.

*Ministère de l'Agriculture
Direction Générale de la Production
et des Marchés
Service Vétérinaire.*
